

syndicat de classe

Pour une C. G. T. rouge ; pour l'unité prolétarienne, contre le front syndical avec les organisations jaunes (F. O. et C. F. D. T.) ; pour l'unification et la généralisation des luttes revendicatives, contre le réformisme et les grèves tournantes ; pour la direction révolutionnaire des masses prolétariennes et leur émancipation du capitalisme, formons des groupes du Parti communiste international dans la C. G. T. !

SUPPLÉMENT AU " PROLÉTAIRE "
 Organe du Parti Communiste International

N° 19 — 15 février - 28 février 1971

Correspondance : " le prolétaire " - B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT

Grèves tournantes et grève générale

La question des formes de lutte est certes très importante dans la lutte de classe et on ne peut la définir ni la résoudre schématiquement en opposant artificiellement une forme de lutte à l'autre : on ne peut concevoir la grève générale comme une formule magique qui résoudrait par elle-même le conflit de classes entre prolétariat et bourgeoisie ; de la même manière, il serait stupide d'imputer à la pratique des grèves tournantes en tant que moyen technique toutes les défaites que la classe ouvrière subit depuis vingt-cinq ans.

Les dirigeants syndicaux utilisent un critère faux et anti-dialectique quand ils mettent au premier plan l'élément technique et organisationnel, dans le but de dissimuler le problème central dont les formes dépendent : c'est-à-dire la perspective politique, l'objectif que l'on veut atteindre et qui dicte aussi les moyens et la forme de lutte nécessaires à sa réalisation.

Les bonzes prétendent que la pratique des grèves tournantes est plus efficace parce qu'elle permet une lutte constante et sans trêve qui harcèle l'adversaire, tandis que la grève générale est la lutte d'un seul moment qui a tout au plus un caractère de protestation : après quoi les travailleurs rentrent à l'usine - sans être plus avancés. Nous sommes parfaitement d'accord : l'objectif et la politique des dirigeants syndicaux actuels tendant uniquement à la collaboration entre l'Etat capitaliste et la classe ouvrière, aucune forme de lutte, même la grève générale, ne pourra jamais avoir un contenu de classe. Il suffit de rappeler les grèves « générales » lancées par les dirigeants actuels de la C.G.I.L. (C.G.T. italienne) pour les retraites, pour les réformes, contre la répression, qui ne sont jamais allées au-delà d'une manifestation interclassiste concernant tous les citoyens, depuis les boutiquiers jusqu'aux industriels « honnêtes » ; la classe ouvrière n'a rien tiré de ces luttes tournantes qui sont la règle dans toutes les usines.

Nous, communistes, nous sommes pour la grève générale parce que nous tendons au rassemblement de toutes les forces prolétariennes dans un unique front de lutte contre l'Etat capitaliste, mais cet objectif découle directement d'une perspective politique, complètement opposée à celle des dirigeants actuels de la classe ouvrière. Nous, communistes, nous avons pour but final, non la « réforme » du système capitaliste, mais sa destruction violente, et ce but ne peut être atteint que par l'union sur un front unique de bataille de tout le prolétariat en lutte contre l'exploitation. Il est donc clair qu'il ne suffit pas d'appeler les travailleurs à la grève générale, mais qu'il faut aussi indiquer les objectifs communs de la lutte, tels l'augmentation générale des salaires, la réduction générale et radicale de la journée de travail, l'élimination de toutes ces formes de division que sont le salaire aux pièces, les primes, la division en catégories, etc. Entre nous et l'opportunisme, il n'y a pas une opposition tech-

nique, mais politique : l'opposition des formes de lutte n'est que le reflet d'une opposition totale de programme et de buts politiques.

L'Etat capitaliste est le centre politique et « unitaire » qui garantit les intérêts de l'économie capitaliste et c'est lui que le prolétariat doit briser dans l'ultime choc insurrectionnel, selon le schéma de classe : grève générale économique, grève générale politique, insurrection armée. C'est par là qu'on doit inexorablement passer si l'on veut réaliser l'objectif de la destruction de l'Etat capitaliste.

Mais nous, communistes, nous savons aussi que, si l'Etat représente l'instrument centralisé qui garantit les intérêts du capitalisme en tant que mode de production, la disposition matérielle et le développement du processus productif se présentent de façon hétérogène et différenciée : petites, moyennes, grandes industries ; déséquilibre entre les zones développées et les zones pauvres, les secteurs de production fondamentaux et les secteurs marginaux, etc... Et ceci se reflète aussi nécessairement dans une division objective du prolétariat et des conditions de vie et de travail des ouvriers, qui ne sont pas exactement les mêmes selon les qualifications, les catégories, les lieux de production, etc...

Il est clair que cette situation physique réelle où se trouvent les ouvriers entraîne l'existence de luttes de catégories, de secteur, pour des revendications qui peuvent même être particulières et limitées à une seule usine. Mais, tandis que les dirigeants syndicaux actuels « théorisent » et codifient cette différenciation, en opposant la pratique des grèves tournantes à la lutte générale, nous communistes, nous en prenons seulement acte comme du degré le plus élémentaire et le plus embryonnaire de la lutte ouvrière : dans chaque lutte partielle et locale, nous agissons avec le but précis de faire sortir la lutte des limites étroites dans lesquelles elle est née objectivement, et de développer la conscience de classe, même dans le cadre du moindre atelier, en montrant que « cette » lutte partielle est commune à toute la classe ouvrière : ce n'est qu'à travers l'union de tout le prolétariat dans une lutte générale contre l'exploitation, qu'il est possible de progresser sur le terrain revendicatif, et de préparer le terrain pour la lutte frontale contre l'Etat bourgeois.

Les grèves tournantes théorisées par les bonzes ne pourront jamais sortir des limites

de la défense économique, en admettant même que dans l'immédiat, elles gênent effectivement un patron en particulier, ou une entreprise particulière ; cette pratique condamne le prolétariat à d'éternelles batailles d'arrière-garde, épuisantes et sans perspectives.

La généralisation des objectifs et des formes de lutte que nous, communistes, nous revendiquons, et pour laquelle nous nous battons depuis toujours sur le plan pratique dans chaque occasion et dans chaque lutte partielle de la classe ouvrière, développe au contraire l'accélération des contradictions du système capitaliste et la conscience révolutionnaire du prolétariat, préparant un terrain fertile pour le but final, qui est la destruction de l'Etat du Capital.

Par conséquent, il ne s'agit pas tant d'une alternative entre « grèves tournantes » et « grèves générales », mais bien d'une alternative entre « perspective révolutionnaire » et « perspective contre-révolutionnaire ».

Voilà le fossé de classe qui nous sépare des opportunistes et des dirigeants syndicaux actuels, fossé qu'aucune formule technique ni organisationnelle ne pourra jamais combler.

Nantes-Batignolles :

Les gardiens de l'ordre

Coïncé entre une bourgeoisie qui prend chaque jour des mesures antiprolétariennes et un prolétariat contraint à l'attaque, l'opportunisme est obligé de laisser entrevoir son véritable visage contre-révolutionnaire. La lutte impose les choix.

Dire au prolétariat qu'il peut s'émanciper pacifiquement quand l'Etat ne fait que renforcer son potentiel répressif, affirmer que l'emploi de la violence n'est pas nécessaire à la classe ouvrière quand la bourgeoisie et le prolétariat commencent à l'employer, tout ceci n'est pas seulement défaitiste : c'est criminel et contre-révolutionnaire. C'est entraver dans la lutte d'aujourd'hui la préparation à la lutte de demain. Ces positions prises par l'opportunisme ne sont pas seulement verbales : pratiquement, elles se transforment en action antiprolétarienne. La grève des ouvriers de Nantes - Batignolles en est encore une preuve.

Quand les ouvriers de Nantes - Batignolles, après plusieurs semaines de débrayages de deux heures aussi stériles qu'inutiles, sac-cagent les bureaux et déclarent la grève générale et illimitée, les défenseurs de l'ordre et de la paix sociale que sont les bonzes syndicaux et le P.C.F., lancent des tracts dénonçant les « agitateurs » et les « fascistes ». Quand le patronat déclare le lock-out et la mise à pied de quelques ouvriers, ces mêmes « représentants » de la classe ouvrière préconisent la reprise du travail (alors que la lutte est unanime !) et des grèves tournantes (quand la grève est générale !)

Quand la lutte de classe s'impose, les pacifistes dans le mouvement ouvrier ne peuvent qu'essayer de désarmer le prolétariat et l'attaquer. Ce qu'ils font à Nantes-Batignolles aujourd'hui, nul doute qu'ils le referont demain, sur une bien plus large échelle, lorsque l'ensemble du prolétariat menacera l'ordre bourgeois.

" L'efficacité " du travail de sape de l'opportunisme

Lors des grèves de 24 heures de ces derniers mois dans la Fonction Publique, des voix éparées, dans diverses branches et organisations syndicales, ont tenté d'opposer la grève généralisée à la grève partielle, l'augmentation uniforme et chiffrée des salaires aux revendications posées au pourcentage. Il n'en a pas fallu plus pour déchaîner les foudres verbales des dirigeants syndicaux. Violence surprenante en raison de l'autorité encore incontestée des directions syndicales et qui peut déconcerter ceux qui formulent à leur égard de premières et timides objections. A l'usage de ces contestataires, qui voient bien comment les pontifes syndicaux stigmatisent leurs modestes suggestions, nous voudrions expliquer pourquoi ils agissent ainsi.

Le grand argument des dirigeants syndicaux, en faveur des grèves de 24 heures et des mouvements limités à une catégorie est celui de l'efficacité. Mais efficacité pour qui ?

Si l'on considère les résultats de ces grèves pour l'ensemble des salariés, on voit qu'ils se réduisent à peu de choses. Une augmentation de salaire de l'ordre de 4 % n'ajoute que quelque 32 F aux rétributions égales à 80 F mensuels, moins de 50 F pour celles qui atteignent 120 F par mois et il faut les rapporter à un salaire de 200 F pour que cette obole prenne quelque consistance eu égard au coût de la vie. Mais cette dernière tranche de salaire n'englobe pas les catégories les plus nombreuses des salariés !

La portée de ces chiffres change encore si on examine de plus près le budget propre aux travailleurs de chacune de ces catégories. Lorsqu'il s'agit d'un salaire de 80 à 120 F par mois, l'augmentation compense à peine la hausse des prix des denrées et produits de première nécessité. Pour les salaires immédiatement supérieurs, qui ne sont pas entièrement absorbés par le coût des denrées et produits de première nécessité, cela représente, par contre, un surplus quelquefois non négligeable : la possibilité, par exemple, de couvrir les traités tirés pour l'achat d'un réfrigérateur, d'un téléviseur, voire l'amortissement d'une petite voiture, toutes marchandises dont les prix ne montent pas aussi rapidement, en général, que ceux

des denrées alimentaires et du logement. Les grèves et mouvements qui se soldent par des résultats de cet ordre, présentent donc une certaine « efficacité » pour les catégories déjà relativement favorisées.

Les pseudo « luttes » actuelles apportent peu sans doute, même aux catégories les moins défavorisées, mais elles leur coûtent peu également. La perte d'une journée de salaire n'est pas dramatique, surtout lorsqu'on peut la compenser par des heures supplémentaires à profusion. En rapport à un résultat modique, mais assorti de risques nuls, il faut mettre l'idée aujourd'hui communément répandue concernant toute lutte réelle, l'énergie qu'elle exige, les dangers qu'elle comporte. Le terme de « sécurisant », aujourd'hui à la mode, convient parfaitement pour qualifier l'activité syndicale.

Des « actions » sans danger, comme nous l'avons dit ; une « participation » qui se réduit au choix du jour de grève, au gré des convenances personnelles ; une vie syndicale qui se résume au vote annuel pour les élections professionnelles qui n'ont d'autre objet que de déterminer la « représentativité » respective de chaque centrale ; des préoccupations qui se limitent au déchiffrement des inextricables grilles des salaires et à la progression tortueuse des « indices ». En somme, un syndicalisme de tout repos, sans risques, pertes de temps et efforts de réflexion.

A ce syndicalisme de torpéur sociale, dont les grèves de 24 heu-

res sont l'expression normale et non l'interruption, il ne faut pas rechercher d'autre explication générale que la lente désagrégation de la force de classe du prolétariat au cours de décennies de collaboration de classe et de « prospérité » capitaliste. Le paradoxe, c'est que cette torpéur, au fur et à mesure que s'amenuise cette « prospérité », se transforme, non pas en révolte, mais en peur. La classe qui « n'a rien à perdre que ses chaînes » redoute encore confusément d'être privée des misérables « signes extérieurs de richesse » que lui a donnés cette éphémère « prospérité » capitaliste. Comme si d'authentiques travailleurs salariés s'étaient approprié la haine séculaire de Jacques Bonhomme contre les « partageux » : face à l'exaspération impuissante de quelques-uns d'entre eux, les ouvriers modernes, dans leur pusillanimité calculatrice, se comportent exactement comme le veulent des dirigeants syndicaux intéressés à évoquer pour eux, sous des formes apocalyptiques, les plus élémentaires des formes de lutte.

Par les soins de ces dirigeants, tout ce qui tranche quelque peu avec leurs pratiques de négociations tortueuses, et en définitive de pure et simple capitulation devant le patronat et l'Etat, est dépeint sous les jours inquiétants de la « provocation » et de la « machination policière ». A ces catégories apeurées, qui perçoivent brusquement que la lutte des classes, si efficacement étouffée par leurs propres dirigeants, n'a cessé de couvrir dans l'ombre durant des années, les « séquestrations » de cadres, les vitres brisées, les voitures badi-geonnées au goudron servent de prétextes considérés comme autant de présages d'une période tourmentée face à laquelle il n'est d'autres ressources que « d'être raisonnables », d'accep-

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Les samedis 20 février et 6 mars, de 15 h. à 19 h., et les dimanches 28 février et 14 mars, de 10 h. à 12 h., au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5^e), métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Le samedi 6 mars, de 15 h. à 19 h., au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

(Suite page 4)

